



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mercredi 7 juillet 1971

CINQUANTE ET UNIÈME SESSION

à 10 h 35

DOCUMENTS OFFICIELS

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

## SOMMAIRE

Pages

## Point 2 de l'ordre du jour :

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*)

## Orateurs :

M. Jenks (OIT) .....	21
M. Frazão (Brésil) .....	23
M. Bush (États-Unis d'Amérique) .....	25
M. Vratuša (Yougoslavie) .....	26
M. Thajeb (Indonésie) .....	28
M. Panikkar (I·SM) .....	30

Président : M. DRISS (Tunisie)

## POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général de la politique économique et sociale internationale (*suite*) [E/4942, E/4984, chap. III; E/5004, E/5005, E/5007, E/5009, E/5010, E/5016, E/C.2/726]

1. M. JENKS (Directeur général du Bureau international du Travail) déclare que l'OIT se propose de jouer pleinement son rôle, au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, dans la tâche plus vaste qui incombe à l'ensemble des organismes des Nations Unies, et de donner à sa contribution le caractère particulier qui traduit sa structure tripartite unique. L'OIT estime que la qualité des résultats atteints au cours de cette deuxième Décennie du développement dépendra largement de l'importance donnée aux objectifs sociaux du développement.

2. Les problèmes politiques et financiers de l'OIT ont attiré quelque attention. Ces problèmes seront résolus le moment venu, mais on ne saurait admettre en aucune circonstance que, dans l'intervalle, ils amoindrissent l'Organisation. La cinquante-sixième session de la Conférence internationale du Travail, typiquement réussie, a terminé une année de réunions fructueuses qui toutes ont abouti à de solides résultats, obtenus, sur la plupart des questions, unanimement ou presque. Une série d'études a été entreprise afin de réévaluer, compte tenu de l'évolution des besoins, les activités de l'OIT dans des domaines tels que les conditions de travail, la sécurité et l'hygiène du travail, la sécurité sociale, le perfectionnement des cadres dirigeants et l'éducation ouvrière. À sa session de 1972, la Conférence traitera du vaste problème du travail des enfants dans le monde en développement et des effets de la containerisation sur le travail portuaire. Au cours des deux années suivantes, des travaux seront effectués sur des

questions telles que l'intérêt des collectivités pour les relations professionnelles, la protection des travailleurs étrangers, le congé-éducation (en collaboration avec l'UNESCO), le cancer professionnel (en collaboration avec l'OMS), et les relations professionnelles dans les sociétés multinationales, compte tenu des activités de l'OCDE. Un nombre de plus en plus grand de pays accepte aujourd'hui les normes internationales du travail, et l'OIT poursuit vigoureusement ses efforts afin de protéger les droits de l'homme; son programme d'activités pratiques continue à se développer. Il n'existe aucune crise au sein de l'Organisation elle-même, qui est profondément enracinée dans les réalités changeantes du monde contemporain, et c'est là que résident la promesse et la certitude de sa vitalité permanente.

3. La planification plus riche de cohérence et de finalité qui doit être l'essence de la Stratégie internationale du développement, au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et de la restructuration du PNUD sur la base de la programmation nationale suppose la mise au point de systèmes communs ou compatibles d'information pour l'ensemble des organismes des Nations Unies. Plus les informations sont nombreuses et variées, plus il est nécessaire d'utiliser d'une façon rationnelle et efficace les techniques les plus récentes de traitement de l'information. L'efficacité et l'économie dans l'emploi du traitement électronique de l'information par les organisations internationales est donc devenue une tâche administrative essentielle dans la planification de la deuxième Décennie du développement. L'OIT prend actuellement des mesures en vue de s'acquitter de cette tâche et coopère pleinement avec le Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques et activités connexes. L'OIT dispose d'un ordinateur de capacité intermédiaire, mais elle n'installera pas d'ordinateur de grande capacité, même si le volume et la complexité du travail augmentent au-delà de ses moyens actuels; elle aurait, dans ce cas, pleinement recours aux installations du Centre international de calcul électronique.

4. Le problème plus vaste du rapport entre le traitement électronique de l'information et la liberté personnelle et la vie privée a été soulevé à la cinquante-sixième session de la Conférence internationale du Travail à propos de la communication à des banques de données électroniques de renseignements personnels fournis aux employeurs. Ce problème ne saurait être négligé. Une stratégie du développement qui sous-estimerait la liberté humaine ou amoindrirait l'importance du cadre écologique de la vie humaine sacrifierait l'objet du développement aux moyens d'y parvenir.

5. Une question plus immédiate est la relation entre le commerce et les normes d'emploi et de travail. À la

cinquante-sixième session de la Conférence internationale du Travail, l'OIT a été invitée par les pays en voie de développement à lancer une campagne pour faire généralement admettre que la solution radicale du problème de l'emploi dans ces pays consiste dans la création d'un nouveau système de commerce véritablement international. A l'issue de la session, le Président de la Conférence a répondu à cet appel en reconnaissant qu'il incombe à l'OIT de proclamer la nécessité d'adopter des mesures donnant à la justice sociale un fondement économique solide. Cette déclaration reflétait le sentiment général de la Conférence, qui, dans une résolution concernant les rapports entre le commerce international et l'emploi, adoptée à l'unanimité, a invité l'OIT à effectuer une étude sur la relation entre les principes, les normes et les pratiques du commerce international et le Programme mondial de l'emploi de l'OIT et à entrer en relation avec les organismes appropriés des Nations Unies et avec le GATT afin que soient pleinement pris en considération les effets que le développement économique et les échanges commerciaux exerceront sur l'emploi, les salaires et les conditions de vie durant la deuxième Décennie du développement. Une question concernant le commerce, l'aide, l'emploi et le travail a été inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil d'administration du BIT, qui se tiendra en novembre 1971. M. Jenks a déjà amorcé des consultations à ce sujet avec le Secrétaire général de l'ONU, le Secrétaire général de la CNUCED, le Directeur général du GATT et le Secrétaire général de l'OCDE en vue de parvenir à un accord sur la base duquel l'OIT pourra collaborer plus utilement avec les autres organisations. Dans le domaine complexe du développement, dont le commerce, l'aide, l'emploi et le travail sont des éléments indissociables, l'OIT a des responsabilités à l'égard des pays en voie de développement comme des pays industrialisés.

6. Au cours des années 60, le chômage s'est aggravé dans les pays en voie de développement à un rythme alarmant, en dépit des résultats encourageants obtenus par beaucoup de ces pays du point de vue de la croissance du PNB. Selon les statistiques officielles, le chômage atteint dans un grand nombre de pays en voie de développement 10, 12 ou 15 p. 100 de la population active, et le sous-emploi, dont les statistiques ne rendent pas compte, affecte de nombreux travailleurs. Ce chômage se rencontre en grande partie parmi les jeunes, qui, du fait de la rapidité de la croissance démographique, affluent de plus en plus sur le marché de l'emploi. La déception qu'ils éprouvent, après les grands espoirs suscités par le progrès de l'enseignement, les amène à mettre en cause les fondements d'une société qui leur donne une si faible chance de les réaliser. D'autre part, le chômage des universitaires que connaît le monde en voie de développement gagne progressivement les pays les plus avancés. On ne peut compter voir s'établir un ordre mondial sur une base aussi précaire.

7. On s'accorde maintenant à admettre que, pour aborder le problème du chômage et du sous-emploi d'une façon équilibrée, trois modes d'action sont nécessaires : accroître l'efficacité de la main-d'œuvre, augmenter la demande des produits des activités agricoles et industrielles exigeant une forte densité de main-d'œuvre, et sonder avec la plus grande

attention, dans chaque secteur de l'économie nationale, les possibilités et les limites d'utilisation de procédés exigeant une main-d'œuvre plus nombreuse mais n'affectant pas excessivement l'efficacité ou la rentabilité dans le cadre de taux plus élevés de croissance économique. Pour agir d'une façon efficace selon ces principes, il faut considérer le niveau de l'emploi comme un but et un critère de la politique économique générale. En achevant sa première étude du progrès accompli par le Programme mondial de l'emploi, la Conférence internationale du Travail, à sa cinquante-sixième session, a invité les pays en voie de développement à orienter leur politique de développement dans son ensemble vers un emploi accru et à prendre les mesures nécessaires pour surmonter les obstacles aux politiques de développement orientées vers l'emploi qui peuvent exister dans la structure de leur économie et de leur société. La responsabilité première incombe clairement à chaque pays, mais la collectivité internationale peut stimuler, guider et appuyer les efforts nationaux. Les progrès accomplis vers la réalisation d'objectifs de la Stratégie internationale du développement en matière d'emploi peuvent être examinés de façon périodique dans le cadre des procédures d'examen régulier des progrès de la deuxième Décennie du développement. La Conférence internationale du Travail a souligné que les examens des progrès accomplis sur les plans national, régional et international préconisés dans la Stratégie internationale du développement devraient permettre d'apporter aux politiques existantes les modifications nécessaires en vue d'accroître l'emploi. M. Jenks espère que le Conseil économique et social accédera à la proposition du Comité de la planification du développement d'inscrire à l'ordre du jour de sa huitième session un point relatif aux politiques de l'emploi, et acceptera l'invitation qui lui a été adressée de tenir cette session au siège du BIT (E/4990, par. 128 à 130).

8. Pour surmonter les difficultés résultant du manque de statistiques sûres touchant l'importance, la composition et la répartition de la main-d'œuvre dans la plupart des pays en voie de développement, des dispositions ont été prises dans le cadre du Programme mondial de l'emploi pour faire effectuer des travaux de recherche visant à affiner les indicateurs de l'emploi et pour analyser l'effet exercé sur l'emploi par les principaux éléments de la politique économique et sociale, y compris les programmes d'ordre fiscal, démographique et éducatif. Des recherches sont également entreprises au sujet du potentiel d'emploi des grands secteurs de l'économie et de projets déterminés. Ces travaux aideront à mieux comprendre la nature du chômage, qui affecte de différentes manières différents groupes de main-d'œuvre, ainsi qu'à formuler et à appliquer les mesures préventives ou les remèdes nécessaires. Aucune des tâches entreprises par l'OIT n'a jamais nécessité une aussi large collaboration avec le reste des organismes des Nations Unies et avec les institutions qui administrent les programmes bilatéraux dans ce domaine. Cette collaboration a été accordée généreusement à l'intérieur comme à l'extérieur des Nations Unies. L'OIT se fait un devoir de déployer ses ressources limitées dans le cadre de cette large collaboration.

9. La Conférence internationale du Travail a dit sa préoccupation de ce que, fréquemment, les plans de développement ne sont pas en harmonie avec les besoins et possibilités pratiques et a souligné l'intérêt qu'il y aurait à associer plus pleinement les employeurs et les travailleurs à la planification du développement en général et aux activités pratiques de l'OIT en particulier. Les nations, quels que soient leur stade de développement économique et leur structure politique, économique et sociale, voient fréquemment échouer leurs plans et leur politique de développement lorsque ces plans et politiques ne peuvent mobiliser le concours de toutes les énergies productives du pays. Le seul moyen de galvaniser la collectivité consiste à lui donner une part active à la vie nationale et à lui ouvrir ainsi une perspective dépassant ses intérêts immédiats. Les groupes de la collectivité ayant des intérêts particuliers prennent alors conscience de leurs plus larges responsabilités et recherchent l'intérêt général dans un équilibre réaliste entre les besoins et les possibilités pratiques plutôt que dans un plan d'ensemble. La structure tripartite de l'OIT présente un intérêt particulier à cet égard dans les circonstances actuelles.

10. On reconnaît aujourd'hui que la politique économique est essentiellement un moyen d'atteindre des objectifs sociaux. Les politiques concernant le commerce et l'aide ou le choix des techniques cessent d'être du domaine exclusif des économistes et des ingénieurs; elles supposent des jugements sociaux, vitaux pour la croissance économique comme pour la stabilité politique, car la croissance économique s'interrompra si elle ne répond pas aux revendications sociales et à leur expression politique. Pour se justifier dans le monde d'aujourd'hui, l'innovation exige une réévaluation constante des stratégies du développement; elle peut imposer des réformes profondes de l'économie et de la structure de la société qui présupposent ou précipitent des changements profonds dans l'équilibre du pouvoir politique; elle peut poser la question du rapport entre les options de principe pour lesquelles le choix de chaque pays doit être décisif et celles pour lesquelles le monde entier doit avoir son mot à dire.

11. Les organismes des Nations Unies n'ont pas de tâche plus impérieuse que de provoquer une prise de conscience raisonnée de ces graves problèmes. Laisser de nouvelles inégalités se superposer aux anciennes en donnant aux riches de nouvelles possibilités de s'enrichir tandis que les pauvres restent pauvres ou s'appauvrissent encore, relativement ou parfois même absolument, n'est pas plus défendable en tant que politique nationale qu'en tant que base des relations économiques internationales. La coexistence d'un produit mondial brut beaucoup plus élevé et d'un accroissement très grave du chômage, du sous-emploi et du méemploi ainsi que d'une répartition beaucoup plus inégale des revenus entre les nations et au sein des nations ne prouvera pas l'avènement de la liberté, mais sa destruction. C'est là le problème le plus sérieux au moment où s'ouvre la deuxième Décennie du développement. Les organismes des Nations Unies doivent avoir la vision et le courage nécessaires pour survivre à la menace d'une désintégration du patrimoine commun de l'humanité par l'anarchie et la violence, par la perte de toute force vive et

de toute foi dans l'homme et dans son avenir. Si les Nations Unies abandonnent la direction morale de l'humanité, l'humanité est perdue. Si les hommes libres renoncent à la direction morale des Nations Unies, la liberté est perdue. Les valeurs fondamentales de la société civilisée — la dignité de l'homme, la liberté individuelle, la justice sociale, la tolérance et les relations de bon voisinage — ne sont pas inépuisables, pas plus que les règles du jeu d'un gouvernement civilisé, la bonne foi, le *fair play*, la justice égale et l'application équitable du droit.

12. Les formes des arrangements gouvernementaux et institutionnels dans lesquelles s'expriment les valeurs et les règles sont davantage matière à discussion, mais elles n'en deviennent pas aliénables pour autant. Ce n'est qu'en canalisant pour le meilleur les tendances latentes des réactions contre les deux guerres mondiales qu'il a été possible de créer la Société des Nations et l'ONU. Il a fallu un siècle pour créer l'OIT et un autre demi-siècle pour lui conférer sa force actuelle. Les autres grandes institutions des Nations Unies sont le résultat d'une détermination et d'une volonté comparables. Beaucoup de choses peuvent être améliorées au sein de ces organismes, mais on ne créera pas un monde plus efficace en détruisant le seul point de croissance concevable pour l'idéal recherché. Le système des Nations Unies changera avec les années, mais rien en lui ne saurait être aliéné sans que l'ensemble subisse de graves dommages. La collaboration tripartite des gouvernements, des employeurs et des travailleurs dans le monde n'est pas aliénable sans que le trouble et la violence prennent la place du progrès social ordonné. Les Nations Unies ne peuvent pas être unies à partir de nations désunies. Ce qui est en jeu, c'est la détermination, exprimée dans la Charte, de "préserver les générations futures du fléau de la guerre" sur la base de la "foi dans les droits fondamentaux de l'homme" et en de "meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande" pour toute l'humanité.

13. M. FRAZÃO (Brésil) déclare que, de l'avis de sa délégation, le Conseil ne s'est pas acquitté des tâches que lui a confiées la Charte d'une manière qui lui aurait permis d'intervenir efficacement pour améliorer les conditions de vie et assurer le plein emploi, dans le monde tout entier, grâce à la réforme des structures existantes de la division du travail et du commerce, qui vont à l'encontre des intérêts des pays en voie de développement. Il n'a pas été au premier rang des organismes des Nations Unies lorsqu'il s'est agi d'instaurer une coopération économique internationale ou de jeter les bases d'une économie mondiale stable. Le Conseil doit tenir compte des réalités des années 70 avant de prendre des décisions qui, si elles ne sont pas élaborées avec circonspection et objectivité, risquent d'entraver et non de favoriser l'application de politiques destinées à stimuler la croissance économique des pays en voie de développement, et même d'aller jusqu'à réduire à néant l'efficacité des dispositions institutionnelles prises pour cette application. Il faut être conscient des faiblesses du Conseil et entreprendre des efforts concertés pour qu'il puisse reprendre sa place sur la scène internationale, dans un autre état d'esprit et avec une autre attitude à l'égard des problèmes qui, s'ils ne sont pas résolus, seraient une source

de conflits alimentée par le mécontentement du monde en voie de développement.

14. Toutes les mesures qui ont été prises avec succès afin de renforcer la coopération internationale, toutes les innovations qui sont intervenues, au profit des pays en voie de développement, dans le domaine du commerce et du développement ont toutes été réalisées en dehors du Conseil. Il a fallu créer la CNUCED, l'ONUDI et d'autres organismes pour pouvoir obtenir des progrès dans des domaines tels que les préférences, le transfert des techniques, les accords sur les produits de base et les arrangements équitables relatifs aux transports maritimes. Au lieu d'accorder sa caution à de telles mesures, le Conseil a vu avec ressentiment et méfiance se constituer d'autres organismes pour remplir les vides que lui-même avait créés en détournant son attention sur des questions secondaires, sans intérêt fondamental pour les pays en voie de développement. Or, conformément au système institutionnel des Nations Unies, beaucoup de ce qui a été fait en dehors du Conseil est aujourd'hui soumis pour examen. De l'avis de M. Frazão, vouloir intervenir à ce stade pour se charger, à l'avenir, du développement de ces aspects nouveaux de la coopération économique internationale serait malavisé. Néanmoins, le Conseil est habilité à examiner ces aspects, ainsi que leurs objectifs, et à conseiller l'Assemblée générale sur la manière de les améliorer.

15. Les nouveaux organismes ont réalisé des progrès considérables, ils sont efficaces et ont ouvert de nouvelles perspectives conduisant à l'adoption d'une Stratégie internationale du développement, et ils ont aussi, d'une manière générale, répondu aux attentes des pays en voie de développement. Dans ce nouveau système composé d'organismes techniques spécialisés, le Conseil a un rôle de guide, mais non un pouvoir juridictionnel. Il peut analyser et commenter les travaux qui lui sont transmis, mais il ne saurait empiéter sur les droits constitutionnels de l'Assemblée générale. Il faut établir une distinction claire et nette entre les niveaux auxquels les décisions techniques et politiques doivent être prises. Maintes fois, à l'Assemblée générale, on a vu le bon sens prévaloir sur les intérêts égoïstes d'une minorité.

16. Le Brésil partage l'avis que la composition actuelle du Conseil ne correspond plus à celle de l'Organisation des Nations Unies. Pour pouvoir traiter de problèmes économiques et sociaux intéressant le monde entier, il s'est révélé nécessaire d'accroître la représentation au Conseil afin qu'un plus grand nombre d'États Membres puissent participer aux travaux préparatoires sur lesquels l'Assemblée générale aura à statuer ensuite. La création du Comité préparatoire pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement en est un exemple. Les États Membres qui ne sont pas membres du Conseil éprouvent de plus en plus la nécessité de présenter à cet organe des propositions, ou de s'en porter coauteurs, sur des questions présentant pour eux un intérêt capital. La délégation brésilienne estime que la question de l'élargissement du Conseil n'a rien à voir avec les nouvelles fonctions qui doivent être remplies par le système des Nations Unies dans son ensemble. Cet élargissement doit être envisagé en soi.

M. Frazão est convaincu qu'une écrasante majorité des États Membres y est favorable, mais, étant donné que la décision doit être prise par consensus, il est nécessaire que les grandes puissances modifient leur attitude. On comprend mal pourquoi une décision prise en 1963 ne pourrait pas être améliorée. Seules des raisons politiques, qui n'ont pas même été clairement avouées, peuvent expliquer que l'on refuse de prendre les mesures voulues ou que l'on essaie de lier ces mesures à un transfert de compétence sur les fonctions nouvelles qui doivent être assignées au système des Nations Unies, en restreignant la liberté d'action des autres organisations participant à ce système et qui se sont déjà acquittées de ces mêmes fonctions d'une manière satisfaisante.

17. En approuvant la Stratégie internationale du développement à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, la délégation brésilienne n'a pas conçu la Stratégie comme une fin en soi, mais plutôt comme un processus permanent de négociation destiné à abolir les entraves au développement et à élaborer de nouvelles formes de coopération. Des dispositions devraient être prises pour que les mesures et les objectifs adoptés soient constamment revus et réévalués, et il faudrait que les mécanismes de révision et de négociation à l'échelle mondiale reflètent les changements que tous désirent voir intervenir dans la situation internationale. Seule une ferme volonté politique peut empêcher que l'immobilisme actuel qui résulte de la politique de force ne gagne le domaine des relations économiques internationales. Depuis que l'Assemblée générale a approuvé la Stratégie internationale du développement, laquelle supposait l'abandon de toute politique protectionniste et des anciennes structures de la division internationale du travail et de la production mondiale, on a assisté, en fait, à une recrudescence du protectionnisme. Les pays en voie de développement ne peuvent pas espérer grand-chose du transfert des techniques si les marchés des pays développés sont fermés aux articles dont ils essaient d'accroître la production en faisant appel à des techniques nouvelles.

18. Les politiques commerciales restrictives des pays développés empêchent les pays en voie de développement de faire les choix qui les aideraient à absorber une main-d'œuvre toujours plus nombreuse et compromettent, de ce fait, le succès du Programme mondial de l'emploi de l'OIT. De telles politiques ne sont pas compatibles avec la notion d'une collaboration dynamique en vue du développement, qui exige des progrès auto-entretenus dans les domaines du commerce, des finances et des techniques.

19. La disparité toujours plus accusée entre pays développés et pays en voie de développement est en grande partie imputable à l'élargissement de l'écart technologique. On n'a pas encore trouvé de méthodes qui permettent aux pays en voie de développement d'acquérir, à peu de frais, de nouvelles techniques adaptées à leurs besoins. Bien que les théories fondamentales d'une stratégie du développement aient été formulées il y a plus de 10 ans, la communauté internationale n'a encore avancé que de quelques pas vers son application. Il est indispensable que la CNUCED et l'ONUDI accèdent maintenant au rang d'organismes



pleinement autonomes afin de fournir le cadre nécessaire pour la négociation et la réalisation de ces politiques.

20. Au cours de l'année écoulée, les pays en voie de développement membres du Conseil économique et social se sont efforcés d'accroître l'efficacité du Conseil, afin d'en faire un organe directeur actif au service de la promotion du développement et de la coopération internationale. M. Frazão craint toutefois que le soi-disant "renforcement" du Conseil ne favorise la tendance vers une politique d'endiguement. La délégation brésilienne redoute que certains faits intervenus récemment n'entraînent, directement ou indirectement, des restrictions dans la liberté d'action des organes les plus représentatifs de l'Organisation. En matière de relations économiques internationales, l'idée d'une stratégie dynamique du développement met de plus en plus l'accent sur la nécessité de négocier et de prendre des décisions politiques, ce qui requiert des cadres plus représentatifs.

21. L'idée que le Conseil est un organe qui prépare les travaux de l'Assemblée générale s'est effacée devant l'idée que le Conseil est un organe qui dirige les activités des Nations Unies dans les domaines économique, social et des droits de l'homme, et aussi un organe au sein duquel les programmes sectoriels des institutions spécialisées et de l'AIEA doivent être analysés dans une perspective d'ensemble. Si le Conseil est apte à jouer un rôle d'organe chargé de l'orientation technique, sa composition trop restreinte lui interdit d'assumer celui d'organe directeur, capable de fournir à l'Assemblée des recommandations toutes prêtes.

22. Avec l'adoption de la Stratégie internationale du développement, l'Assemblée générale et la CNUCED se trouvent chargées de nouvelles responsabilités. C'est dans les domaines du commerce, des finances, des transports maritimes et du transfert des techniques que des améliorations sont de la plus urgente nécessité, et tous ces domaines relèvent de la compétence de la CNUCED, guidée par les directives politiques directes de l'Assemblée générale.

23. Il est évident que l'évaluation des progrès accomplis par la Stratégie internationale du développement et le réexamen de ses objectifs doivent être réservés aux organismes intergouvernementaux qui peuvent fournir le cadre voulu pour des négociations. Vouloir confier cette responsabilité à des organes à représentation limitée ou simplement à des secrétariats ou des experts aboutirait à un exercice dénué de tout effet politique et incapable d'ouvrir de nouvelles voies au progrès.

24. Le Gouvernement brésilien attache la plus haute importance à ces considérations, car il est convaincu que c'est du succès ou de l'échec de la deuxième Décennie du développement que dépendront, pour une grande part, les perspectives à long terme de la paix et de la sécurité. La stratégie pour les années 70 n'est pas une question de choix mais une nécessité.

25. Le Brésil a déjà accompli des progrès considérables en matière de développement économique grâce à ses immenses ressources naturelles, à l'énergie de sa population et au potentiel énorme de son marché intérieur. L'application

de la technologie aux méthodes de production, le rôle important joué par l'entreprise privée, par les investissements privés étrangers dûment contrôlés, auxquels s'ajoutent des réformes fiscales et autres, ont permis de mettre en branle un processus de développement social où la main-d'œuvre occupe déjà une place importante dans l'expansion économique et l'enrichissement de la nation. Les fondements d'un capitalisme démocratique contrôlé par une planification d'Etat, qui stimule l'initiative privée plutôt qu'elle ne la restreint, ont été jetés. L'expérience du Brésil peut fort bien servir d'exemple à la planification du développement dans de nombreuses régions du monde en voie de développement dont les conditions politiques et sociales sont analogues.

26. M. Frazão espère que le Conseil ne verra dans ses observations qu'une tentative pour l'aider à faire une autocritique opportune, afin qu'il soit mieux à même de répondre aux besoins fondamentaux des pays en voie de développement et de s'acquitter des responsabilités qui sont les siennes au sein du système des Nations Unies. S'il ne veut pas être dépassé par les événements, les problèmes qui se posent exigent du Conseil une attitude critique et agissante.

27. M. BUSH (Etats-Unis d'Amérique) dit que, de l'avis de sa délégation, le Conseil économique et social se trouve à un tournant de son histoire. Il espère qu'il fera preuve d'une efficacité accrue parmi les assemblées du monde.

28. Schématisant les problèmes économiques actuels des Etats-Unis, M. Bush rappelle que, à la suite des mesures déflationnistes adoptées, en 1970, pour lutter contre les pressions excessives de la demande, les taux d'intérêt se sont élevés et le chômage s'est accru tandis que la production réelle a marqué un recul. Heureusement, la hausse des prix s'est stabilisée au taux annuel de 3,6 p. 100 pour les six mois qui ont pris fin en avril 1971. Vers le milieu de 1970, le gouvernement a pris des mesures pour stimuler l'économie par une libéralisation des politiques monétaires et fiscales, ce qui a abouti à une baisse des taux d'intérêt et à une augmentation des dépenses. Dans le même temps, de nombreuses autres nations enregistraient un resserrement de leur économie, provoqué par un cycle inflationniste, et un déséquilibre s'est malheureusement produit, qui s'est traduit par une sortie massive de capitaux à court terme des Etats-Unis vers d'autres centres financiers. Ainsi, bien que l'inflation ait été enrayée et que l'économie soit en expansion, la balance des paiements a été fortement déficitaire en 1970-1971.

29. Si les Etats-Unis cherchaient à rétablir unilatéralement l'équilibre de leur balance extérieure, ils léseraient leurs partenaires commerciaux. C'est pourquoi ils comptent sur la coopération internationale dans cette tâche. Les Etats-Unis s'inquiètent des restrictions que certains pays industrialisés imposent au commerce et aux courants de capitaux, ainsi que des politiques agricoles discriminatoires dont les exportations et la balance des paiements non seulement des Etats-Unis, mais aussi d'autres pays producteurs, subissent le contrecoup. Tous les pays doivent œuvrer ensemble en vue de créer un système libéral d'échanges dans

le monde, qui offrirait à tous des possibilités de débouchés équitables.

30. L'une des questions les plus importantes qui se posent pendant la session en cours est celle de la nécessité de renforcer le Conseil économique et social. Le Conseil a un rôle déterminant à jouer pour aider les institutions multilatérales à mieux diriger l'aide fournie en vue du développement pendant la deuxième Décennie du développement. Actuellement, le Conseil passe par une crise de confiance; et il doit, sans attendre, faire l'objet d'une réorganisation si l'on veut qu'il exécute efficacement la tâche qui lui incombe.

31. M. Bush espère que le Conseil fera rapidement le nécessaire pour mettre au point un système pratique d'examen et d'évaluation des progrès réalisés pendant la deuxième Décennie du développement, de manière à permettre aux Nations Unies de suivre les succès et les échecs. En outre, sur le plan des institutions, il faut améliorer les dispositions relatives à l'application de la science et de la technique pour répondre aux besoins du monde — à cet égard, le Gouvernement des Etats-Unis pense que le meilleur moyen serait de renforcer les moyens d'action du Conseil en créant un comité permanent d'experts en science et en technologie. En troisième lieu, il faut élargir la composition du Conseil, en veillant à ce qu'il assume le rôle de direction et de coordination qui lui incombe aux termes de la Charte, et pourvu que cet élargissement ne soit pas destiné à encourager celui d'autres organes des Nations Unies. Sans suggérer que le Conseil doive arrêter immédiatement, dans le détail, toutes les mesures nécessaires pour affirmer son autorité et sa direction, M. Bush insiste simplement pour qu'à la session en cours, le Conseil donne un témoignage convaincant de sa détermination de devenir un instrument solide de l'Assemblée générale.

32. Au nombre des questions importantes dont le Conseil est saisi figure celle des secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle. Les arrangements en vigueur à cet égard dans le cadre des Nations Unies ont sans aucun doute besoin d'être renforcés. La délégation des Etats-Unis propose de créer au Secrétariat de l'ONU un poste d'administrateur de rang élevé, qui serait le coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe naturelle. Ce fonctionnaire serait habilité à mobiliser, diriger et coordonner les activités entreprises dans ce domaine par les divers organismes des Nations Unies et il recevrait, au nom du Secrétaire général, toutes les contributions offertes aux Nations Unies au titre des secours d'urgence.

33. Le Conseil se trouve face à un deuxième problème urgent, à savoir l'explosion démographique. M. Bush espère que les Etats Membres seront de plus en plus nombreux à apporter leur appui au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, créé à l'intention des pays qui s'emploient à ralentir la croissance de leur population.

34. Il est un troisième problème, celui de l'environnement humain. M. Bush affirme au Conseil que les Etats-Unis participeront en 1972, à Stockholm, à la Conférence des

Nations Unies sur l'environnement dans un esprit de coopération active avec tous ceux qui ont en commun le souci de protéger et de conserver les ressources naturelles. Les problèmes de l'urbanisation, qui seront aussi étudiés à la Conférence, devraient bénéficier d'une plus grande attention de la part des Nations Unies.

35. Enfin, M. Bush demande instamment à tous les membres d'apporter leur soutien au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, qui vient d'être créé, ainsi qu'au mouvement qui tend à modifier et à renforcer la Convention unique sur les stupéfiants de 1961. Il faut absolument que tous les pays, et même ceux qui ne sont pas concernés, luttent ensemble contre le problème des stupéfiants.

36. M. Bush demande au Conseil de s'attaquer avec courage aux problèmes dont il est saisi — surtout ceux qui ont trait à son organisation et à ses travaux, qui influent sur tout l'avenir de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument efficace du progrès économique et social.

37. M. VRATUŠA (Yougoslavie) estime que le Conseil a atteint le stade où il faut de nouveaux concepts et une action à longue portée. Face aux multiples transformations et incertitudes qui caractérisent le monde, la communauté internationale doit mobiliser toutes ses forces pour chercher le moyen de maîtriser les potentiels qu'elle a libérés et les placer au service de l'humanité.

38. La Stratégie internationale du développement pour les années 70 est, dans l'histoire des Nations Unies, l'un des documents les plus empreints de largeur de vues. La communauté internationale sera en mesure d'exécuter la tâche qu'on attend d'elle dans le cadre de cette entreprise mondiale à condition de faire preuve de la volonté politique nécessaire. L'Assemblée générale, le Conseil et tous les autres organes des Nations Unies y apporteront leur concours. La délégation yougoslave attache une importance particulière à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui doit la préparer.

39. On ne saurait relever de nouveaux défis en s'appuyant sur des méthodes désuètes et des relations périmées. Une évolution déterminée se manifeste au niveau national, qui tend à réaffirmer la personnalité humaine et à reconnaître le rôle accru de tous, dans tous les secteurs de la société. Dans les relations internationales aussi, il est difficile d'imaginer un progrès réel sans accentuer la démocratisation, inspecter avec plus de rigueur la souveraineté et l'indépendance des Etats ainsi que la règle de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autrui.

40. Les crises qui surviennent dans une région du monde gagnent rapidement d'autres régions, et les problèmes s'internationalisent de plus en plus, si bien qu'il faut trouver des solutions universelles. L'Organisation des Nations Unies doit prévenir les crises et les difficultés, sans attendre qu'elles engendrent de nouveaux troubles plus graves. La délégation yougoslave s'inquiète profondément de l'afflux massif en Inde de réfugiés venant du Pakistan oriental et

elle considère que toute la communauté internationale devrait agir de toute urgence pour les aider.

41. Les problèmes sociaux, et notamment ceux des pays en voie de développement, sont le reflet de la situation économique dans le monde en général, situation qu'il faut améliorer pour pouvoir progresser. La délégation yougoslave reconnaît aussi que le progrès économique ne peut être harmonieux que s'il est étayé par l'application de mesures propres à répondre aux besoins de certains secteurs, comme l'enseignement, la protection sociale et la santé.

42. L'instabilité du système monétaire mondial et l'accentuation des pressions inflationnistes rendent incertaines les relations économiques et commerciales dans le monde, déforment la structure des tendances du commerce international et amoindrissent les espoirs commerciaux que les pays en voie de développement peuvent fonder sur la deuxième Décennie du développement. Les pays en voie de développement devront peut-être en supporter les conséquences, à cause de la hausse des prix des articles industriels qu'ils sont obligés d'importer pour accélérer leur croissance économique et à cause, aussi, des tendances protectionnistes qui se manifestent dans les pays développés. Les mesures que ces derniers pays prennent pour intensifier l'intégration économique risquent de modifier beaucoup les relations commerciales dans le monde et d'avoir d'autres répercussions néfastes sur les échanges des pays en voie de développement, si ces mesures sont prises sans tenir compte des besoins du marché mondial. Les pays développés doivent faire tout leur possible pour tenir compte des intérêts des pays en voie de développement.

43. Un autre élément mérite l'attention, c'est la tendance croissante qu'ont les pays industrialisés, tout en abaissant les obstacles tarifaires au commerce international, à créer de plus en plus d'obstacles non tarifaires, qui nuisent surtout aux importations en provenance des pays en voie de développement.

44. Les pratiques actuelles du commerce mondial entravent l'internationalisation de la production et des techniques de production. Il importe au plus haut point que ce commerce devienne réellement un processus universel. La part des pays en voie de développement dans le commerce mondial est en voie de régression, et il faut de toute urgence faire le nécessaire pour inverser cette tendance. Ce recul doit provoquer des décalages dans des secteurs, comme la production, le progrès technique et les communications et se traduire par une dépendance économique accrue des pays en voie de développement vis-à-vis des pays plus avancés, d'où le risque d'un grave conflit social.

45. Compte tenu de cette évolution, les difficultés de financement dans les pays en voie de développement sont devenues plus aiguës encore et l'objectif, pour les transferts de ressources, de 1 p.100 du PNB de chaque pays économiquement développé restera pour eux une source de grande préoccupation tant qu'il n'aura pas été atteint. C'est un problème quantitatif et qualitatif. Si l'assistance officiellement fournie aux pays en voie de développement continue de diminuer, le poids que la dette extérieure fera peser sur

ces pays risquera non seulement de freiner le développement, mais aussi de détériorer sérieusement les relations économiques et d'amoindrir les perspectives de paix dans le monde.

46. Pays en voie de développement dont l'économie est de plus en plus ouverte au marché mondial, la Yougoslavie cherche activement à trouver des solutions sur le plan international. Le système généralisé de préférences constitue un pas important en avant et peut servir de point de départ à la solution du problème des relations commerciales, en général, entre pays avancés et pays en voie de développement. La délégation yougoslave estime toutefois que ce système doit être amélioré en cours d'application, pour ce qui est notamment des matières premières et des denrées alimentaires, de manière à profiter à tous les pays en voie de développement et en particulier aux moins favorisés d'entre eux.

47. La deuxième Décennie du développement doit être aussi une période d'expansion de la collaboration économique entre pays en voie de développement. Ces pays ont pris plusieurs mesures en ce sens, mais, pour que l'objectif soit atteint, il faudra leur offrir un accès plus aisé sur les marchés et plusieurs formes d'assistance directe; il faudrait notamment cesser de lier l'aide et accorder un appui financier au titre des accords de paiement.

48. Tandis que les mesures propres à favoriser les pays en voie de développement sont prises dans le cadre des Nations Unies, celles qui sont convenues par les pays industrialisés pour promouvoir leurs relations réciproques sont en grande partie arrêtées en dehors des Nations Unies, et elles ont souvent, sur les pays en voie de développement, des effets beaucoup plus sérieux que les mesures qui sont adoptées par les organismes des Nations Unies. Si le Conseil doit favoriser le relèvement du niveau de vie, le plein emploi et la création de conditions favorables au progrès et au développement économique et social, tout en aidant à résoudre les problèmes économiques internationaux, tous les intéressés auraient probablement intérêt à ne pas agir complètement en dehors des Nations Unies pour essayer de résoudre les grands problèmes économiques du monde. Le Conseil doit s'attacher à créer un sentiment de communauté d'intérêt et il ne peut y parvenir que si tous les problèmes qui affectent les intérêts de tous les pays sont abordés en commun.

49. Le Conseil doit s'adapter à des structures nouvelles, en ce qui concerne les tâches à accomplir et le nombre de ses membres. De l'avis de la délégation yougoslave, on n'a pas fait assez pour permettre au Conseil de continuer à s'acquitter du rôle que lui confie la Charte. C'est ainsi que, quand le moment vient pour le Conseil de prendre des décisions concrètes, il se trouve saisi d'un ordre du jour sur lequel ne figurent pas bon nombre des questions importantes mises en évidence lors de la discussion générale. L'autorité du Conseil ne saurait être édifiée sur des déclarations généralisées concernant son importance et son rôle. De plus, étant donné le petit nombre de ses membres, on ne peut guère s'attendre qu'il ait l'autorité nécessaire pour prendre les décisions qu'on attend de lui.

50. Dans sa réponse au Secrétaire général au sujet des mesures destinées à améliorer l'organisation des travaux du

Conseil, le Gouvernement yougoslave a déclaré que la représentation au Conseil ne correspondait plus ni à la structure ni à la composition actuelle de l'Organisation des Nations Unies et qu'il serait souhaitable de remanier sa composition actuelle et de prendre les mesures qui s'imposent à cet égard (voir E/4986/Add.4, par. 9). Le Conseil ne saurait accepter une situation dans laquelle les États Membres des Nations Unies doivent, pour la plupart, attendre 15 ans pour pouvoir, à leur tour, être élus membres du Conseil.

51. Dans le cadre du réseau d'institutions que constituent les organes des Nations Unies, le Conseil doit jouer un rôle plus efficace dans l'examen de l'ensemble des situations économiques et sociales, dans la détermination des grands écarts et des principaux obstacles en matière de développement, dans la formulation de recommandations relatives aux moyens de les éliminer et dans l'adoption de nouvelles orientations pour répondre aux défis que pose le développement actuel du monde. Le Conseil ne devrait jamais assumer la responsabilité de problèmes relevant de la compétence d'autres organes ni, en se bornant à l'examen de problèmes mineurs, se départir du rôle éminent qui est le sien. Il doit présenter les meilleures évaluations possibles de la conjoncture économique dans le monde, orienter et inspirer tous les autres organes qui œuvrent dans les secteurs économique et social, et veiller à ce que leurs activités soient complémentaires et puissent contribuer à résoudre des problèmes prioritaires à l'échelon mondial.

52. Le Conseil doit regarder l'avenir avec plus d'assurance, proposer des orientations pour les changements à apporter et suggérer des cadres à l'intérieur desquels les aspirations de la société et de l'individu pourront être satisfaites. Il doit appeler l'attention sur les problèmes qui ne sont pas encore évidents pour tous les intéressés, proposer des moyens d'action, signaler la nécessité de créer de nouveaux instruments de coopération internationale et, le cas échéant, assurer l'application efficace des instruments existants.

53. Les travaux fructueux des commissions économiques régionales, qui connaissent de plus près les besoins précis des États Membres, sont particulièrement importants à cet égard. Les problèmes de la coopération internationale dans le secteur de la science et de la technique et ceux de l'environnement présentent un intérêt particulièrement actuel. La contribution apportée par la CEE à la solution des problèmes de l'environnement doit être signalée. Il y a, au moins, certains aspects de ces problèmes qui ne sauraient être traités avec succès qu'en liaison avec le développement économique.

54. En faisant le bilan de la suite donnée aux recommandations contenues dans la Stratégie internationale du développement, le Conseil aura, notamment, pour tâche importante de déterminer les lacunes dans l'application de ces recommandations, de dégager les raisons de ces lacunes et de proposer des mesures pour les combler, notamment en fixant de nouveaux objectifs et en présentant de nouvelles recommandations. Ce bilan sera essentiellement fait à l'échelon national, au sein des commissions économiques régionales, à la CNUCED, à l'ONUDI et dans les institutions spécialisées; il appartient à ces organismes, chacun dans son

domaine de compétence, de faire progresser davantage les travaux entrepris au titre de la deuxième Décennie du développement. L'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil, procédera à cette évaluation sur le plan universel. Elle pourrait envisager de créer un organisme spécial pour l'aider en cela.

55. M. THAJEB (Indonésie) rappelle que l'économie mondiale a accusé en 1970 un relâchement sensible qui a affecté le développement de l'agriculture et de l'industrie dans la plupart des régions. Le taux de croissance de la production mondiale de biens et de services est tombé à un niveau inférieur à 4 p. 100 et, malgré la légère amélioration des échanges internationaux, la part des pays en voie de développement dans ce commerce a continué de diminuer. Alors que les exportations des pays développés se sont accrues, le taux d'accroissement de celles des pays en voie de développement a fléchi en 1969-1970 par rapport à la période de 1967-1969, et l'incertitude a régné quant aux prix d'exportation des produits de ces pays. De plus, le rythme de croissance des pays en voie de développement s'est ressenti des signes de relâchement qui se sont fait jour dans l'économie de certains pays industrialisés.

56. A en juger par les indicateurs économiques, il semble peu probable que l'économie et le commerce mondiaux continuent à se développer à la même cadence que jusqu'ici. Si ces tendances se confirment, les pays producteurs de produits de base verront diminuer encore davantage la demande de leurs produits, et leur balance des paiements en sera défavorablement affectée. Une telle situation pourrait aggraver encore la situation déjà défavorable des termes de l'échange pour ces pays du fait que le prix des produits industriels qu'ils doivent importer ne cesse d'augmenter.

57. Le rapport du Comité du commerce de la CEAEO a montré que la valeur des échanges commerciaux entre cette région et le reste du monde et celle des échanges entre les pays en voie de développement et les pays développés ont considérablement augmenté en 1969, mais que le commerce entre les pays en voie de développement de cette région a décliné au cours de la même année par rapport à la période 1960-1968.

58. La Stratégie internationale du développement fournit le cadre nécessaire pour que la coopération internationale assure aux pays en voie de développement un progrès économique et social accéléré. Si des progrès ont effectivement été réalisés dans plusieurs domaines, il en est d'autres où l'on n'est pas encore parvenu à un accord, et un certain nombre de mesures restent en souffrance. La délégation indonésienne estime que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devrait donner la priorité à ces problèmes à sa troisième session, et essayer de parvenir à un accord sur les mesures à prendre.

59. L'Indonésie n'a cessé de préconiser une politique mondiale propre à stabiliser le prix des produits de base à des niveaux rémunérateurs et équitables et à faciliter l'accès aux marchés des pays développés. Les résultats obtenus jusqu'ici n'ont pas été satisfaisants et il n'existe toujours pas d'accords au sujet d'un certain nombre de produits. La baisse progressive de la valeur d'échange de ces produits



contre des articles manufacturés a été encore aggravée par les progrès des produits synthétiques.

60. Puisque les produits de base continuent de former la majeure partie des exportations de bon nombre de pays en voie de développement, il est indispensable de s'efforcer par tous les moyens de parvenir à des arrangements pratiques. Les pays en voie de développement ont attaché beaucoup d'importance à l'organisation entre eux de consultations et d'une coopération visant à améliorer leurs termes des échanges par la coordination de leur production et de leurs politiques commerciales. L'expérience de l'Indonésie à l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel, à la Communauté asiatique de la noix de coco et à la Communauté du poivre a démontré l'efficacité d'une telle méthode.

61. Pour la plupart des pays en voie de développement, un accès plus aisé aux marchés des pays développés représente un des préalables nécessaires à leur croissance rapide et régulière. La délégation indonésienne espère qu'à sa troisième session la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sera en mesure de promouvoir un programme international d'action visant à libéraliser et à développer encore plus le commerce des produits de base provenant des pays en voie de développement. Il faut améliorer le système généralisé de préférences et en poursuivre énergiquement l'application, compte tenu des objectifs énoncés dans la résolution 21 (II), adoptée par la Conférence le 26 mars 1968 et relative à l'admission préférentielle ou en franchise des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement<sup>1</sup>. Il faudrait notamment l'étendre à un plus grand nombre de produits dans l'intérêt des pays en voie de développement dont les ressources extérieures proviennent surtout des exportations de produits de base. L'Indonésie est prête à se joindre aux efforts tendant à améliorer encore le système généralisé de préférences, car elle est convaincue d'aider ainsi les pays en voie de développement à accélérer le rythme de leur croissance et à éviter les conséquences défavorables du traitement préférentiel en vigueur entre certains pays avancés et certains pays en voie de développement. Certaines préférences consenties pour des raisons qui relèvent de l'histoire sont aujourd'hui des anachronismes. Il est compréhensible que l'Indonésie, comme d'autres pays d'ailleurs, ait des appréhensions concernant ce genre de préférences et l'octroi du régime de l'association à certains pays en voie de développement le jour où la Communauté économique européenne s'élargira.

62. Un autre aspect essentiel de l'amélioration du commerce et du développement dans le monde est le financement du développement. L'objectif minimal de l'aide, fixé à 1 p. 100 du PNB des pays développés, est encore loin d'avoir été atteint. Malgré la bonne volonté de certains pays développés, le courant net de l'aide internationale au développement est resté stationnaire et a même diminué en termes réels par l'effet de la tendance à l'inflation et

d'autres mouvements défavorables. La structure et les conditions de cette aide ne sont pas non plus satisfaisantes pour beaucoup de pays en voie de développement.

63. Parmi les aspects sociaux du développement, la croissance démographique, au sujet de laquelle l'ONU et les institutions spécialisées ont publié quelques chiffres alarmants, est un sujet de grave préoccupation. L'Indonésie s'est engagée dans un programme de planification de la famille qui a été favorablement accueilli par toutes les couches de la population, et l'on peut espérer qu'environ 6 millions de personnes s'y seront ralliées d'ici à la fin de 1975.

64. La planification sociale intégrée est une question importante si l'on veut atteindre l'objectif final, qui est d'accroître le bien-être de l'individu en servant l'intérêt général. Ces considérations tiendront à l'avenir une plus grande place dans la planification du développement en Indonésie.

65. Le Gouvernement indonésien attache une grande importance aux dispositions prises pour passer en revue et évaluer les progrès réalisés dans l'application de la Stratégie internationale du développement. Dans sa résolution 118 (XXVII) sur l'évaluation périodique des résultats, aux échelons national et régional, pendant la deuxième Décennie du développement (voir E/5020, troisième partie), la CEAEO a reconnu que l'évaluation des réalisations en matière de développement incombe exclusivement au pays intéressé et a déclaré que les gouvernements doivent créer ou renforcer leur mécanisme d'évaluation en demandant à cet effet, en cas de besoin, une aide internationale. Les données de base aux fins d'une évaluation internationale émaneront bien entendu de sources nationales. Pour l'évaluation sur le plan régional, on a suggéré, dans la résolution, que la CEAEO utilise des rapports sur l'évaluation des résultats qui lui seront fournis par les divers pays. La délégation indonésienne estime que le Conseil, en tant qu'organe dont relèvent les commissions économiques régionales, devrait examiner leurs rapports régionaux respectifs en séance plénière.

66. La délégation indonésienne reconnaît l'importance des évaluations sectorielles globales que doivent effectuer les divers organismes des Nations Unies. Les dispositions prises à cet égard par la CNUCED sont particulièrement importantes. La délégation indonésienne partage le point de vue selon lequel les évaluations sectorielles globales devraient se faire selon une méthode axée sur la politique à suivre, et destinée à aider les gouvernements à prendre des mesures en vue d'atteindre les objectifs de la deuxième Décennie du développement.

67. Une évaluation d'ensemble devrait être l'aboutissement des évaluations à divers niveaux. La délégation indonésienne est, elle aussi, d'avis que cette évaluation ne devrait pas avoir pour but de porter un jugement sur les résultats obtenus dans les différents pays, mais de fournir une nouvelle occasion de consultations et de négociations en vue de réaliser les objectifs de la deuxième Décennie du développement et d'élargir les terrains d'entente pour une action internationale en faveur du développement mondial.

<sup>1</sup> Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, deuxième session*, vol. I et Corr.1 et 5 et Add.1 et 2, *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.II.D.14), annexe I, p. 41.

68. Pour ce qui est des procédures institutionnelles, l'examen et l'évaluation d'ensemble incombent en dernier ressort à l'Assemblée générale, mais le Conseil devrait jouer un rôle essentiel dans ce processus, notamment en formulant des conclusions, des recommandations et des propositions précises à soumettre à l'examen de l'Assemblée générale, qui déciderait de la suite à leur donner.

69. Le Comité de la planification du développement a un rôle important à jouer dans le processus d'évaluation générale, conformément aux dispositions du paragraphe 83 de la Stratégie. La délégation indonésienne reconnaît qu'un plus grand nombre d'Etats devraient faire partie de ce comité pour qu'il soit en mesure de remplir sa nouvelle mission tout en s'acquittant de ses autres tâches. Elle souscrit également aux observations et recommandations formulées par le Comité à sa septième session au sujet de l'examen et de l'évaluation d'ensemble (E/4990, chap. I, chap. I).

70. Pour aider l'Assemblée générale et le Conseil dans l'évaluation d'ensemble, le Secrétaire général devrait leur soumettre une documentation et des rapports appropriés qui les aideraient à prendre des décisions.

71. Dans la déclaration faite à la 1773<sup>e</sup> séance, le Secrétaire général a eu raison de rappeler au Conseil qu'il est, avec l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, un des rares organes qui envisagent le monde comme un tout et un système unique. Des débats récents sur les mesures à prendre pour améliorer l'organisation des travaux du Conseil ont mis en lumière la nécessité de réaffirmer son rôle d'organe central pour les secteurs économique, social et des droits de l'homme. La prolifération d'organismes depuis une vingtaine d'années, en même temps que l'apparition de programmes financés par des autorités centrales et ne relevant pas de la compétence du Conseil, ont menacé de réduire le rôle de ce dernier à celui de simple coordonnateur des activités économiques et sociales au sein du système. Il importe de mettre l'accent sur le rôle du Conseil en tant qu'instance où sont discutées et formulées des politiques économiques et sociales de grande envergure et organe directeur des activités des Nations Unies dans ces secteurs. Il ne faut jamais perdre de vue la nécessité d'équilibrer les fonctions que remplit le Conseil dans le domaine de l'élaboration des politiques, d'une part, et dans celui de la coordination, de l'autre. Les mesures visant à unifier un programme de progrès économique et social à l'échelon mondial ne doivent certes pas être négligées, mais les politiques que traduisent les programmes et les moyens de les mettre en œuvre sont aussi, pour le Conseil, des tâches d'importance capitale. La délégation indonésienne espère que le Conseil ne laissera pas échapper l'occasion de mettre en application certaines des propositions formulées à sa cinquantième session concernant des mesures à court terme relatives à des questions de procédure et d'organisation et des mesures à long terme de caractère structural; à propos de ces dernières, M. Thajeb pense notamment à des mesures destinées à assurer un juste équilibre et une répartition rationnelle du travail entre l'Assemblée générale et le Conseil. Il y a lieu aussi de s'attaquer avec toujours plus de détermination à la question de l'effectif et de la composition du Conseil et de ses comités. Il incombe au Conseil de

concrétiser les suggestions et les observations constructives qui ont été faites et de décider de la direction à donner à ses futurs travaux.

72. Dans l'ensemble, les résultats de l'économie indonésienne pendant la période 1968-1970 ont témoigné d'un rythme de croissance satisfaisant, en dépit de nombreuses difficultés. L'accent a été mis sur la consolidation, aussi bien dans l'effort principal portant sur la politique économique que dans le cadre des objectifs relativement modestes de trois ans prévus par le plan quinquennal de développement. Après avoir atteint un taux de 650 p. 100 en 1966, l'inflation a été maîtrisée et est tombée à 10 p. 100 en 1969 et à 8,8 p. 100 en 1970. Pour ce qui est des exportations, les perspectives sont particulièrement encourageantes dans des secteurs clefs tels que l'industrie minière et la sylviculture. En revanche, on a constaté une baisse des cours mondiaux de certains produits de base, notamment du caoutchouc.

73. Une confiance croissante dans la stabilité économique a conduit à prendre des mesures visant à établir les principes directeurs d'une politique propre à stimuler la production et à étendre les activités de développement économique en mobilisant les ressources nationales économiques et sociales. La réforme du régime des changes a été menée à bien en 1970 avec la fixation d'un cours uniforme pour l'aide et le change en général.

74. L'application du plan quinquennal de développement a donc donné d'heureux résultats en 1970, et les perspectives générales de l'économie pour les prochaines années sont encourageantes.

75. Le PRÉSIDENT annonce que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a décidé, la veille, de recommander au Conseil de donner aux organisations non gouvernementales de la catégorie I qui le désireraient le droit, conformément à l'article 86 du règlement intérieur, de faire devant lui un exposé sur le point 2 de l'ordre du jour. Il suggère, en conséquence, que le Conseil autorise les représentants de la Confédération internationale des syndicats libres, de la Fédération démocratique internationale des femmes, de la Confédération mondiale du travail et de la Fédération syndicale mondiale à prendre la parole.

*Il en est ainsi décidé.*

76. M. PANIKKAR (Fédération syndicale mondiale), prenant la parole sur l'invitation du Président, déclare que le Bureau de la FSM a adopté en avril 1971 une résolution dans laquelle il déplorait les charges de plus en plus lourdes que l'exploitation monopoliste fait peser sur les travailleurs et que l'intervention des pouvoirs publics en faveur de ces monopoles vient aggraver, notamment en augmentant les impôts, en s'attaquant à la sécurité sociale et en bloquant les salaires. La FSM en appelle une fois de plus au Conseil pour que celui-ci entreprenne, dans l'intérêt du développement et de la coopération internationale, une étude sur les répercussions qu'ont les opérations des entreprises multinationales sur le développement économique et social.

77. M. Panikkar se félicite que le Secrétariat ait décidé d'étudier les résultats de la première Décennie des Nations

Unies pour le développement et de déterminer les grandes voies où devrait s'engager le développement. Il ressort clairement de l'*Étude sur l'économie mondiale, 1969-1970*, (E/4942) qu'au cours des années 60 l'élévation du niveau de vie a été à peine perceptible dans la plupart des pays en voie de développement, ce qui signifie que même une croissance économique limitée n'a en rien amélioré les conditions économiques et sociales des masses, et montre qu'il est essentiel d'appliquer avec énergie une politique de répartition équitable des revenus. Il est difficile d'inciter le peuple à participer à l'exécution des plans de développement si les inégalités entre les fortunes ne font que s'accroître et provoquent le mécontentement social.

78. L'*Étude sur l'économie mondiale* fait une large place aux investissements étrangers dans les pays en voie de développement, mais n'accorde que fort peu d'attention à l'exode des capitaux et des compétences hors de ces mêmes pays, ce qui ne donne pas une image exacte de la situation. La situation de la main-d'œuvre est un autre problème aigu : le sous-emploi affecte près de 30 p. 100 de l'effectif total. À cet égard, le Conseil devrait recommander une coopération interorganisations plus étroite afin d'accélérer l'exécution du Programme mondial de l'emploi de l'OIT. En outre, le secteur industriel devrait être élargi dans les pays en voie de développement. Il faudrait faire un usage rationnel du peu de capitaux et de compétences disponibles par une expansion rapide du secteur public et la nationalisation des entreprises étrangères dans les secteurs clefs. Il conviendrait d'accorder une attention particulière aux besoins des régions défavorisées, non seulement dans les pays en voie de développement, mais aussi dans les pays développés. À cet égard, M. Panikkar souhaite particulièrement attirer l'attention sur les événements effrayants survenus au Bangla Desh, où des centaines de milliers de personnes ont été massacrées impitoyablement tandis que des millions d'autres étaient contraintes de s'enfuir, pour la simple raison qu'elles osaient réclamer les bénéfices du développement économique et social pour leur propre communauté socio-culturelle. M. Panikkar fait ensuite valoir les résultats obtenus par les syndicats dans les pays socialistes, qui sont arrivés à assurer le plein emploi et la participation à la gestion. D'utiles enseignements pourraient être tirés de ces résultats.

79. La Stratégie internationale du développement a fort justement reconnu l'importance de changements structurels de base, tels la réforme agraire dans les pays en voie de développement, des modifications dans la structure du commerce international et une division plus équitable du travail. La tâche qui s'impose maintenant est d'appliquer ces mesures d'une manière efficace sur les plans national et international. Il est indispensable que les objectifs et les politiques soient réexaminés et évalués périodiquement, non seulement comme un travail administratif de routine mais comme une opération d'envergure, avec la participation pleine et entière des représentants des organisations de masse, notamment des syndicats. M. Panikkar approuve la suggestion faite dans le rapport du Secrétaire général sur le système d'examen et d'évaluation de l'ensemble des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, selon laquelle, pendant l'année d'évaluation, le Conseil devrait consacrer toute sa session d'été à l'examen et à l'évaluation (E/5040, par. 35). Au cours de cet examen, il faudra tenir compte de la nécessité de garantir les droits syndicaux et les libertés civiles, afin que les syndicats puissent défendre efficacement les intérêts des masses laborieuses et contribuer aussi pleinement que possible au développement économique et social.

80. M. Panikkar pense, avec le Secrétaire général (1773e séance), que le Conseil pourrait contribuer grandement à redresser la conception erronée de l'ordre de priorité qui conduit à consacrer aux armements des sommes énormes qui pourraient servir à accroître la prospérité des pays en voie de développement.

81. Pour conclure, M. Panikkar déplore l'attitude discriminatoire de l'ONU à l'égard de la République populaire de Chine, de la République démocratique allemande, de la République populaire démocratique de Corée et de la République démocratique du Viet-Nam, attitude qui ne peut que nuire à la coopération internationale si indispensable pour le développement économique et social du monde.

La séance est levée à 13 h 20.